

Unité Départementale de ROUEN-DIEPPE

Arrêté du **09 MAI 2022** mettant en demeure la société **SENALIA UNION** de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement pour son établissement implanté Presqu'île Élie à ROUEN

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du mérite,**

- Vu le Code de l'environnement ;
- Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1^{er} avril 2019 nommant M. Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 22-014 du 1^{er} avril 2022 portant délégation de signature à Madame Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 03 octobre 2007 imposant des prescriptions complémentaires pour les silos 1 et 2 de l'établissement de la société SENALIA UNION sis Presqu'île Élie à ROUEN ;
- Vu la déclaration d'accident transmise par la société SENALIA UNION à l'inspection des installations classées par courrier électronique du 04 mars 2022, conformément aux dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à la société SENALIA UNION par courrier daté du 11 mars 2022 ;
- Vu le rapport d'incident de la société SENALIA UNION, transmis à l'inspection des installations classées par courrier électronique du 1^{er} avril 2022 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées et le projet de prescriptions d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à la société SENALIA UNION par courrier daté du 13 avril 2022, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;
- Vu l'absence de réponse formulée par la société SENALIA UNION à l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT

qu'un incendie s'est déclaré le 04 mars 2022 vers 12h55 au niveau du convoyeur à bande TB389 situé sur une passerelle extérieure culminant à une vingtaine de mètres de hauteur et reliant les silos E2 et E3 de la société SENALIA UNION implantés Presqu'île Élie à ROUEN ;

que le sinistre a nécessité l'intervention du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (SDIS 76) ;

que le sinistre a endommagé le convoyeur à bande TB389, le rendant inutilisable, sans toutefois se propager aux installations annexes ni aux cellules de stockages ;

que le sinistre n'a pas causé de blessé, et n'a pas impliqué de matière dangereuse pour l'environnement, selon le rapport d'incident de l'exploitant susvisé ;

que lors de sa visite sur site du 09 mars 2022, l'inspection des installations classées a constaté la présence de poussières agglomérées (croûte de plusieurs centimètres d'épaisseur), notamment sur les équipements situés en extrémité du convoyeur, du côté du silo E3, et sur la passerelle du convoyeur TB389 (présence de végétation et de fientes d'oiseaux) ;

que ce constat traduit des opérations de nettoyage sur le convoyeur et sa passerelle très succinctes de la part de l'exploitant, ou très anciennes ;

que lors de sa visite sur site du 09 mars 2022, l'inspection des installations classées a également constaté une usure anormale (caractérisée par un « plat » facilement identifiable en soulevant la bande d'une seule main) sur l'un des rouleaux du convoyeur à bande TB389, état d'usure incohérent avec les déclarations de l'exploitant indiquant un contrôle « vierge de défauts » le 16 novembre 2021, et comptabilisant 320 heures de fonctionnement dudit convoyeur entre le contrôle précité et le sinistre du 04 mars 2022 ;

que ce constat révèle que la vérification effectuée le 16 novembre 2021 par l'exploitant est manifestement insuffisante ou n'a pas été correctement réalisée, ou bien que le plan de maintenance de l'exploitant est inadapté en termes de fréquence et de points de contrôle ;

que les faits mentionnés ci-dessus constituent un manquement aux prescriptions de :

- l'article 11 l'arrêté préfectoral du 03 octobre 2007, qui dispose : « *Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. [...]* » ;
- et de l'article 12 l'arrêté préfectoral du 03 octobre 2007, qui dispose : « *[...] L'état des dispositifs d'entraînement et l'état des organes mécaniques mobiles est contrôlé à une fréquence adaptée déterminée par l'exploitant, et au moins annuellement. Les résultats de ce contrôle sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.* » ;

que l'incendie du 04 mars 2022 n'est pas sans rappeler l'incendie survenu le 02 avril 2021 sur le site de l'exploitant implanté à GRAND-COURONNE, au niveau du convoyeur à bande de la galerie de déchargement des péniches (incendie qui avait pareillement mobilisé de nombreux moyens de secours publics), et dont le retour d'expérience ne saurait être ignoré de l'exploitant ;

que les deux incendies précités ont touché des équipements situés à l'extérieur des silos (hors galeries et capacités de stockage), et qu'un incendie similaire sur l'un des convoyeurs à bande en galerie sur-cellules de l'un des silos pourrait avoir des conséquences désastreuses ;

que la réelle prise en considération par l'exploitant du retour d'expérience associé à ces incendies, et des enjeux afférents, est donc critique ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SENALIA UNION de respecter les dispositions et prescriptions réglementaires applicables ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société SENALIA UNION, dont le siège social est situé 1, rue Berthe Morisot 76100 ROUEN, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :

- sous 1 mois, l'article 11 l'arrêté préfectoral du 03 octobre 2007, en procédant au nettoyage complet du convoyeur TB389, de sa passerelle, et des installations annexes ;
- sous 3 mois, l'article 12 l'arrêté préfectoral du 03 octobre 2007, en mandant un organisme vérificateur tiers pour procéder à la vérification exhaustive des rouleaux des convoyeurs à bande de son établissement implanté Presqu'île Élie à ROUEN, et aux interventions techniques curatives éventuellement nécessaires ; le rapport de vérification de l'organisme tiers mentionnant les désordres constatés lors de ces vérifications, et les remplacements de rouleaux éventuellement effectués, est communiqué à l'inspection des installations classées sous un délai n'excédant pas 4 mois.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du L.171-8 Code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R.414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de ROUEN pendant une durée minimum d'un mois.

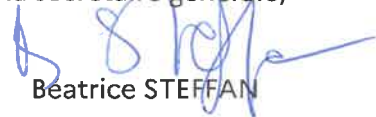
Article 6

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de la commune de ROUEN, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société SENALIA UNION.

Fait à ROUEN, le **09 MAI 2022**

Pour le préfet de la Seine-Maritime
et par délégation,
la secrétaire générale,



Beatrice STEFFAN